



Face aux risques, une cohabitation impossible dans deux vallées au Liban.

Dima El Khouri

Docteur en géographie sociale

Laboratoire ESO – Espaces et Sociétés

Les Papiers de la Fondation n°57

Mars 2024

www.fondation-croix-rouge.fr

Fondation Croix-Rouge française – 21 rue de la vanne | CS 90070 | 92 126 Montrouge Cedex | +33(0)1 40 71 16 34 | contact@fondation-croix-rouge.fr

Cette recherche a été réalisée dans le cadre de l'appel à bourses lancé par la Fondation Croix-Rouge française et avec le soutien financier de son partenaire, la Croix-Rouge française et l'Agence française de Développement.

La Fondation Croix-Rouge française, créée sur l'initiative de la société nationale de la Croix-Rouge française, a pour vocation d'initier, de soutenir et de récompenser les projets de recherche qui mettent en perspective les principes, pratiques et finalités d'une action humanitaire en transition.

À travers des appels à bourses, l'attribution de prix de recherche et l'organisation d'événements scientifiques, la Fondation Croix-Rouge française vise à définir les enjeux de l'action humanitaire de demain, accompagner les acteurs et les personnes, parties prenantes de la solidarité internationale, diffuser les savoirs issus de regards croisés et stimuler le débat.

Les propos et opinions exprimés dans cet article n'engagent que son/ses auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Fondation Croix-Rouge française.

Le contenu de cet article relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'auteur.

Il est interdit pour un usage autre que privé, scientifique ou pédagogique de reproduire, diffuser, vendre et publier intégralement ou partiellement sous quelque forme que ce soit cet article sans autorisation écrite particulière et préalable, dont la demande doit être adressée à la Fondation Croix-Rouge française.

© Tous droits réservés.

Avec le soutien de



Pour citer cet article :

EL KHOURI Dima «Face aux risques, une cohabitation impossible dans deux vallées au Liban. », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n° 57, novembre 2024.

Résumé (300 mots maximum)

Depuis plusieurs décennies, le Liban est marqué par de fortes tensions socio-économiques et politiques qui ne tendent qu'à se renforcer dans un contexte de graves dysfonctionnements politiques et économiques, désormais structurels. Le déficit de régulation des instances étatiques a conduit à laisser la gestion des problèmes sociaux à des initiatives privées, souvent dans l'informalité, sans qu'aucune stratégie globale n'encadre de tels efforts. Pour les habitants les plus vulnérables des zones défavorisées, cette situation, qui s'inscrit dans ce qui a été qualifié de pire crise économique de l'histoire du Liban, a aggravé des conditions de vie déjà désastreuses. Le pays est largement urbain, avec des densités de population importantes dans chacune des régions¹. Si les infrastructures sont au mieux fragiles dans l'ensemble du pays, cette fragilité augmente dans les régions situées en dehors des grandes villes (Beyrouth, Tripoli, Zahlé), plus encore dans les communes historiquement agricoles et frontalières dans les régions de la Bekaa et d'Akkar. Les bassins des rivières Ousteouane (Akkar) et Ghzayyel (Bekaa), par leur situation frontalière et éloignée des villes principales, comptent parmi les lieux de conflits inter-communautaires. Ils présentent des situations particulièrement éclairantes pour mettre en évidence de manière combinée les enjeux inhérents à la vulnérabilité environnementale et ceux qui concernent la cohabitation entre populations libanaises et migrantes syriennes, d'obédiences religieuses souvent différentes. Dans cette double perspective, l'étude des risques environnementaux qui menacent les deux bassins peut constituer un point d'entrée pour étudier les facteurs sociaux, économiques et politiques qui caractérisent cette cohabitation difficile.

Mots-clés :

tension sociale et risques, cohabitation forcée, Liban, perception de risques

Summary

For several decades now, Lebanon has been marked by strong socio-economic and political tensions, which are only tending to intensify in a context of serious political and economic dysfunction that is now structural. The lack of regulation by state bodies has left the management of social problems to private initiatives, often in the informal sector, with no overall strategy to guide such efforts. For the most vulnerable inhabitants of disadvantaged areas, this situation, which is part of what has been described as the worst economic crisis in Lebanon's history, has exacerbated living conditions that were already often disastrous. The country is largely urban, with high population densities in every region. While infrastructures are fragile at best throughout the country, this fragility increases exponentially in the regions outside the major cities (Beirut, Tripoli, Zahlé), and even more so in the municipalities that are historically largely agricultural and border areas in the Bekaa and Akkar regions. The Ousteouane (Akkar) and Ghzayyel (Bekaa) river basins, by virtue of their border location and distance from the main towns, are among the sites of inter-community conflict, and are particularly enlightening sites for highlighting the combined issues inherent in cohabitation between Lebanese populations and Syrian migrants, often of different religious persuasions, combined with environmental vulnerability. In this dual perspective, the study of the environmental risks threatening the two basins can provide an entry point for studying the social, economic and political factors characterizing this difficult cohabitation.

Keywords:

social tension and risks, forced cohabitation, Lebanon, risk perception

¹ An estimated 6M people live in an area of 10452 KM²

Face aux risques, une cohabitation impossible dans deux vallées au Liban

Introduction

Depuis cinq décennies, le Liban est marqué par de fortes tensions socio-économiques et politiques qui ne tendent qu'à se renforcer dans un contexte de graves dysfonctionnements politiques et économiques, désormais structurels. Dans tous les domaines, les infrastructures de base sont lacunaires, l'État n'étant pas en mesure d'assurer les besoins essentiels, particulièrement des populations les plus vulnérables. Le déficit de régulation des instances étatiques a conduit à laisser la gestion des problèmes sociaux à des initiatives privées, souvent informelles, sans qu'aucune stratégie globale n'encadre de tels efforts. Depuis 2011, le pays a connu plusieurs crises importantes, notamment l'arrivée de plus d'un million de réfugiés syriens poussés hors de leur pays par la guerre civile, qui représentent environ 25 % de la population totale². Conjointement, une profonde crise économique s'est développée en 2019³, exacerbée par la pandémie de COVID-19, et plus récemment par ce qui a été décrit comme "l'une des plus grandes explosions non nucléaires de l'histoire récente"⁴ dans le port de Beyrouth, en 2020.

Pour les habitants les plus vulnérables des zones défavorisées, cette situation a aggravé des conditions de vie déjà désastreuses. Le pays est largement urbain, avec des densités de population importantes dans chacune des régions⁵. Si les infrastructures sont fragiles dans l'ensemble du pays, cette fragilité augmente de manière exponentielle dans les régions situées en dehors des grandes villes (Beyrouth, Tripoli, Zahlé), et plus encore dans les communes qui sont largement agricoles et frontalières dans les régions de la Bekaa et d'Akkar (Conflict in Cities, 2007; Governorate Profile - Bekaa, s. d.; UNHCR, s. d.-a). Les bassins des rivières Ousteouane (Akkar) et Ghzayyel (Bekaa), par leur situation frontalière et éloignée des villes principales, comptent parmi les lieux de conflits intercommunautaires, et constituent des sites particulièrement éclairants pour mettre en évidence de manière combinée les enjeux inhérents à la vulnérabilité environnementale et ceux qui concernent

² The Government estimates that Lebanon currently hosts approximately 1.5 million refugees from Syria, including approximately 815,000 registered with UNHCR. <https://reporting.unhcr.org/operational/operations/lebanon#:~:text=The%20Government%20estimates%20that%20Lebanon,2015%2C%20are%20counselled%20by%20UNHCR.>

³ « Lebanon is grappling with a deep economic crisis after successive governments piled up debt following the 1975-1990 civil war with little to show for their spending binge » - <https://www.reuters.com/markets/rates-bonds/lebanons-financial-crisis-how-it-happened-2022-01-23/>

⁴ The August 4, 2020, Beirut port explosion was one of the largest non-nuclear explosions in recent history, killing at least 220 people, wounding over 7,000, and causing extensive property damage. <https://www.hrw.org/news/2023/08/03/lebanon-3-years-no-justice-beirut-blast>

⁵ An estimated 6M people live in an area of 10452 KM²

la cohabitation entre populations libanaises et migrantes syriennes, d'obédiences religieuses souvent différentes. Dans cette double perspective, l'étude des risques environnementaux qui menacent les deux bassins constitue un point d'entrée pour étudier les facteurs sociaux, économiques et politiques qui caractérisent cette cohabitation difficile.

Cette contribution⁶ est organisée en trois parties. Dans la première est présenté le contexte social, politique et physique des deux bassins hydrographiques, ainsi que la méthodologie mise en œuvre dans la recherche. La deuxième fournit le contexte nécessaire en décrivant l'état de la présence des Syriens au Liban, en soulignant leurs conditions d'hébergement, en particulier dans des campements informels, et en proposant un aperçu des efforts de réduction des risques de catastrophes dans des zones où la vulnérabilité est élevée. Enfin, la place socialement perçue du risque dû aux inondations, le rôle de la pollution, important dans les deux zones, et la difficulté à répondre aux catastrophes dans un contexte de cohabitation impossible.



Figure 1: Le fleuve Oustouane, asséché et pollué, peine à rejoindre la mer Méditerranée – DK, 2022

Deux vallées au Liban: aperçu de la situation socio-politique

⁶ Ce travail présente la synthèse d'une recherche mise en œuvre entre 2022 et 2023 avec le soutien de la Fondation de la Croix Rouge Française.

“In the 1970s and before, when the Oustouane would rise, a horseman would ride from *Akkar el atika*⁷ towards the sea to warn the villagers along the way”. – Lebanese dweller of the Oustouane river basin, Knaisset Akkar, Interview by Dima El Khouri, May 2022.

Cette citation, tirée d'un des nombreux récits de l'histoire de la rivière Oustouane, décrit le système semi-formel d'alerte des populations utilisé avant la guerre civile libanaise (1975-1990). Un autre récit fait état de cloches d'église qui sonnent d'une manière spécifique lorsque la rivière monte. Ces éléments reflètent « la simplicité de la vie » dans les bassins fluviaux "avant la guerre", comme l'ont indiqué mes interlocuteurs. En 2022, la situation socio-économique et environnementale à Oustouane, tout comme celle de Ghzayyel dans la Bekaa, est bien différente.

Tout d'abord, les populations des deux bassins fluviaux ont augmenté de manière significative tout comme leur distribution socio-économique. Elles sont devenues plus denses, plus urbaines et plus mixtes en matière de catégories sociales et de nationalités, incluant des migrants (pour la majorité issue de migrations forcées) principalement originaires de Palestine et de Syrie. Ensuite, l'absence de politiques publiques appropriées a conduit à rejeter les eaux usées vers la rivière⁸, sans canalisations ni traitements appropriés. En outre, les politiques publiques en matière de gestion des déchets solides sont limitées, voire inexistantes. Les autorités locales étant incapables de gérer ces déchets solides, les habitants ont pris l'habitude d'utiliser la rivière comme lieu de rejet.

Enfin, avec les progrès technologiques, les relations entre les différents villages et petites villes se sont développées, rendant la communication plus rapide dans certains cas, isolant certains groupes dans d'autres. Ces changements socioculturels dans le bassin de ces deux rivières à risque d'inondation ont eu des effets sur les relations entre les habitants et sur les relations que ces derniers avaient nouées avec les cours d'eau.

Coexistence difficile de différentes communautés au Liban

“*Lakom loubnanoukom wa li Loubnani*” (À toi, ton Liban, et à moi le mien) est le titre d'un poème de Gebran Khalil Gebran du début des années 1920 (Gebran, 1923). Politiquement, culturellement, socialement, les Libanais sont un peuple très divers, porteurs d'aspirations et des perspectives très différentes qui s'inscrivent dans des allégeances et des identités elles-mêmes différentes. Pour chacun de ces groupes, la tentation peut donc être forte de construire une micro-société étanche, entretenant un minimum de relations avec les autres. C'est le cas depuis la création

⁷ Source of the Oustouane river

⁸ Refer to Dr. Jalal Halwani – intervention at the 3rd International Conference on Water Resources and Arid Environments (2008) and the 1st Arab Water Forum, 2008. <https://icwrae-psipw.org/papers/2008/Water/3.pdf>

⁹ Les municipalités manquent de fonds et de ressources.

du pays en 1916¹⁰, selon des divisions des pouvoirs coloniaux. Le pays est divisé entre dix-huit groupes religieux officiellement reconnus, de manière proportionnelle selon un recensement de population qui date de 1932. Chaque groupe veille à maintenir ce fragile équilibre des pouvoirs afin d'assurer la continuité du système. Dans ce jeu, chaque groupe est donc lié à l'autre tout en tentant de s'en distinguer. Les spécificités du processus de construction nationale, les divisions religieuses de la société, l'ultra-libéralisme économique, ainsi que les guerres civiles récurrentes qui ont marqué son histoire récente (1958, 1975-1990) (Traboulsi, 1993, Fawaz, 2017, p. 168) ont fragmenté les différents groupes.

Des éléments de fragmentation : religion, nationalité, guerre, classe sociale.

Si l'on peut supposer que la proximité spatiale entre différents groupes renforce leurs relations sociales positives, l'inverse est également probable (Chamboredon & Lemaire, 1970).

La société libanaise est extrêmement diversifiée sur le plan ethnique, religieux et économique. La fragmentation ne se réfère pas aux différences physiques entre les espaces, mais plutôt à la dimension spatiale de ce tissu social complexe, dans une large mesure ségrégué. La religion, la nationalité, les guerres civiles successives, la catégorie sociale sont autant d'éléments qui provoquent la séparation sociale, particulièrement accusée au Liban (admin, 2013; EL-Khoury, 2019; Khalidi, 1983).

Le fait religieux est omniprésent dans le paysage depuis que les frontières de la République ont été tracées par les puissances coloniales en 1920. Aujourd'hui, il suffit de parcourir n'importe quel lieu du Liban pour en remarquer des identifiants religieux. Balisées par les symboles religieux et les marquages politiques qui peuplent les murs, les divisions sociales apparaissent clairement. À titre d'exemple, n'importe qui, même non-initié, ne peut passer d'un quartier chrétien à un quartier musulman de Beyrouth sans en prendre immédiatement conscience.

Le deuxième facteur de fragmentation réside dans les deux guerres civiles (1958 et 1975) qui ont laissé des traces dans les mentalités, de même que les causes qui les ont provoquées et les conséquences qui s'en sont suivies. Par exemple, une déambulation dans Beb el-Tebbeneh (un quartier de Tripoli) ramène aux années de guerre. La rue de la Syrie y divise les communautés alaouites et sunnites, en conflit depuis des décennies, au point que des affrontements armés éclatent régulièrement. Outre les traces matérielles (ruines), ces guerres successives ont laissé des cicatrices

¹⁰ Accord Sykes-Picot : un accord qui envisageait le partage de l'Empire ottoman entre la France et la Grande-Bretagne à l'issue de la Première guerre mondiale.

moins visibles, mais toutes aussi graves : celles d'une méfiance profonde entre les différents groupes qui y ont pris une part active, principalement des Syriens, des Palestiniens et des Libanais.

Un autre niveau de fragmentation est celui des catégories sociales. Les politiques publiques étant pratiquement inexistantes, les habitants sont livrés à eux-mêmes. Le recours au marché constitue la réponse systématique du gouvernement, notamment pour les questions d'aménagement urbain. Les services d'électricité, de gestion des déchets, de télécommunications, d'eau sont intégralement contrôlés par des opérateurs privés qui, au niveau national comme au niveau local, cherchent à maximiser leurs bénéfices. Les niveaux de pauvreté ont augmenté de manière exponentielle depuis la fin de la guerre civile, et la crise économique qui sévit depuis 2019 continue de détériorer la situation.

Si, dans l'idéal, il peut sembler souhaitable de développer la cohabitation entre les diverses populations libanaises dans une sorte de creuset culturel, des études ont montré que "la ségrégation et l'agrégation sont les deux faces d'une même réalité." (Avenel, 2005). On peut également dire que l'agrégation entre communautés de classes sociales différentes facilite l'exploitation des dominés. Il y a donc différentes échelles de séparation et de proximité à prendre en compte. Au Liban, les communautés peuvent vivre physiquement côte à côte sans interactions sociales significatives. Si, dans certains contextes, les communautés libanaises ont tendance à coexister (du moins en apparence), comme dans les universités ou sur les lieux de travail, l'étude des relations entre les groupes interreligieux révèle une autre réalité. En 2010, une étude basée sur une enquête psychosociale en direction de la jeunesse libanaise a montré qu'un tiers des participants ont exprimé des émotions négatives et une faible acceptation des autres et que "deux tiers des jeunes n'envisageraient pas d'épouser quelqu'un d'un groupe religieux différent" (Harb, 2010, p. 17). Dès 1971, soit quelques années avant la plus dramatique des guerres civiles libanaises, une enquête de l'Association libanaise pour le planning familial (LFPA) a révélé que "les mariages interconfessionnels sont négligeables au Liban ; seul un pour cent environ des couples s'est marié en dehors de sa foi" (cité dans Chamie, 1980).

Les Syriens au Liban

La guerre éclate en Syrie en 2011. Elle a produit des millions de réfugiés, dont près d'un million et demi sont arrivés au Liban, soit un quart de la population du pays. S'inscrivant dans des rapports historiquement conflictuels entre les deux pays, un tel afflux présente un défi en matière de

cohabitation. Avec un million et demi de réfugiés syriens et un demi-million de réfugiés palestiniens, le Liban accueille la plus forte proportion de réfugiés au monde comparativement à sa population.

Officiellement reconnu par les autorités compétentes comme "une personne qui ne peut ou ne veut pas retourner dans son pays d'origine parce qu'elle craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques" (UNHCR, 1951), un réfugié est une personne qui a besoin de protection. En théorie, le terme de « réfugié » ne comporte pas d'attributs positifs ou négatifs. Pourtant, être réfugié constitue un stigmate dont il est difficile de se détacher.

Les populations libanaises ont une relation particulièrement compliquée avec le terme « réfugié ». La présence au Liban de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et le rôle qu'elle a joué au début de la guerre civile libanaise en 1975, ont donné une image très négative des réfugiés palestiniens, s'étendant à l'ensemble des réfugiés, quelles que soient leurs origines. Plus spécifiquement, les populations libanaises ont une relation particulièrement conflictuelle avec les Syriens, le régime syrien ayant occupé le pays durant trente ans, entre 1976 et 2006. Pour de nombreux Libanais, les réfugiés syriens symbolisent donc de potentiels troubles civils, l'augmentation d'une pauvreté déjà préoccupante, la domination politique d'un voisin étroitement contrôlé par la dictature du clan Assad, ce qui place évidemment les réfugiés syriens dans une situation délicate, surtout depuis qu'il est devenu évident que leur séjour au Liban allait se prolonger.

Pour de nombreux Syriens, le terme "réfugié" est également péjoratif. Néanmoins, à l'exception d'une minorité, un retour en Syrie constituerait un risque trop important. Massivement arrivés sur le sol libanais, les Syriens sont présents dans toutes les régions du pays. La plus grande concentration se trouve dans la région de la Bekaa, l'un des principaux points d'entrée depuis l'Est. Bien qu'elle compte des villes et des villages densément peuplés, la Bekaa se compose principalement de zones rurales et agricoles qui abritent la plupart des campements informels de Syriens. Les gouvernorats de Beyrouth et du Nord (où se trouve la rivière Oustouane) accueillent ainsi plus de la moitié de la population syrienne réfugiée au Liban (UNHCR, s. d.-b).

Les campements informels

En 2017, le HCR (Agence des Nations Unies pour les Réfugiés) estimait qu'environ 258 601 réfugiés syriens au Liban étaient hébergés dans des campements informels (UNHCR, 2017). Les campements sont nombreux à l'intérieur et dans les environs immédiats des villes frontalières libano-syriennes de la Bekaa et du Nord. Ils comptaient en 2017 un total estimé de 45 827 tentes. En raison de leur nature informelle, ces campements sont extrêmement perméables à leur environnement

social, ce qui pourrait permettre aux résidents et aux riverains d'interagir, pour le cas où ils le souhaiteraient.

Les campements informels (ou informal tented settlements ITS) sont de taille variable, de petits ensembles de deux ou trois tentes pouvant voisiner avec de véritables « villes » qui en comptent plusieurs centaines. Les ITS sont constitués de tentes de fortune montées de manière spontanée par les réfugiés. Plusieurs critères définissent un campement informel, qui diffèrent d'une région à l'autre ou d'une situation à l'autre. Dans le cas des réfugiés syriens au Liban, les agences humanitaires travaillant dans le pays définissent un campement informel comme un ensemble d'abris établis de manière non planifiée et non gérée, ce qui signifie que ces derniers ne sont pas reconnus par les autorités officielles. Il peut y avoir ou non un accord entre les propriétaires et les résidents du campement, informel ou formel.

GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION

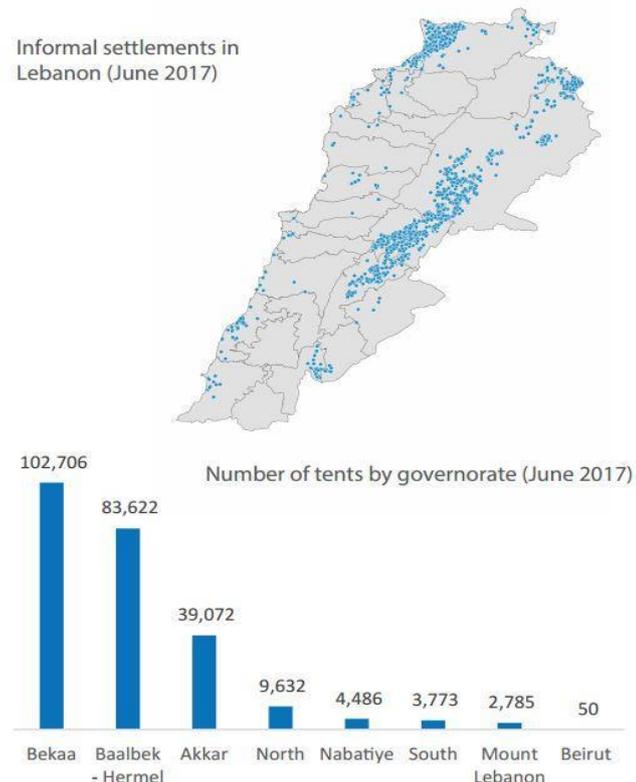


Figure 2 : Répartition géographique des quartiers informels au Liban. Source : Rapport du HCR "In Focus : Informal Settlements" : Rapport du HCR "In Focus : Informal Settlements" Date : Juin 2017

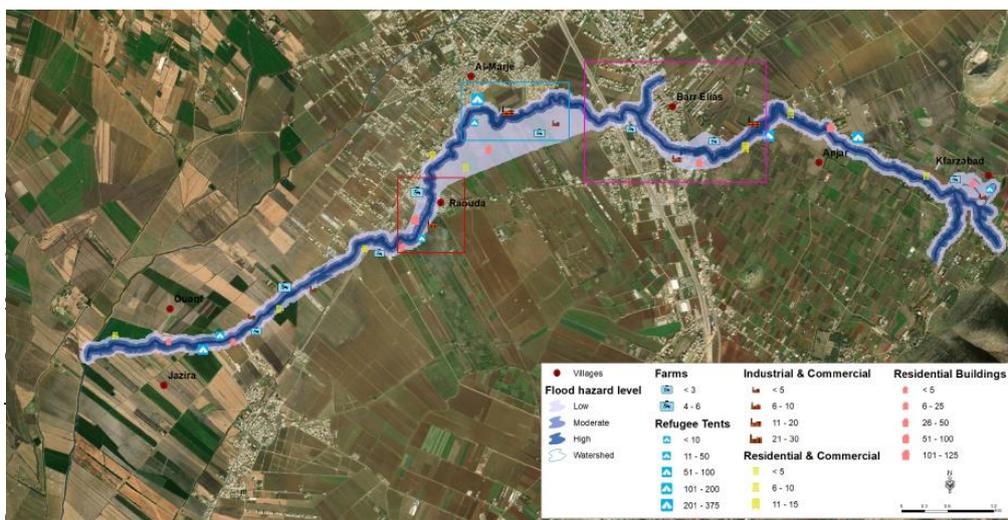
Les campements sont gérés localement par des acteurs divers, dont les autorités locales, les ONG internationales, les propriétaires terriens et un shaweesh (sorte de « shérif »). Chaque campement est installé sur un terrain privé, un accord ayant été préalablement trouvé entre le propriétaire et le shaweesh. Certaines ONG peuvent parfois jouer un rôle direct ou indirect dans ces négociations.

Les campements informels sont synonymes de pauvreté, de déscolarisation et de mauvaises conditions sanitaires. Ils sont par ailleurs l'objet de perceptions négatives à l'égard des réfugiés. Les résidents des campements informels ont ainsi été la cible de différentes agressions qui dépendent de sa localisation, de sa taille, et de l'efficacité des ONG qui y interviennent. Faisant intervenir l'armée,

le gouvernement a signifié des notifications d'expulsion à des dizaines de milliers de réfugiés, en particulier depuis le début de l'année 2017. Parfois, les réfugiés sont l'objet de plusieurs avis d'expulsion en quelques mois (Frelick et al., 2018; Kanso, 2017; Première Urgence, 2018).



Figure 3 : Exemple d'un Informal tented settlement (ITS) à proximité de Jeb Jennine (8,000 residents) - Bekaa valley. Photo DK, 2015



ndations
ents", selon une
r la Recherche
es deux bassins
og campements
duisent presque
potentiels. Des
aines de milliers

En janvier et février 2019, des intempéries ont balayé le Liban avec un pic de fortes pluies, des orages, des vents violents et des inondations. On estime que plus de 47 000 personnes ont été touchées lors de la première tempête en janvier et environ 15 500 personnes ont été touchées lors de la deuxième tempête en février. Les terres, les rivières et les ruisseaux ont été inondés, de nombreux réfugiés ont été déplacés ainsi que des Libanais vivant dans des zones vulnérables. Les effets ont été disparates dans le pays, principalement dans la Bekaa, le Nord et, dans une moindre mesure, le Sud¹⁴.

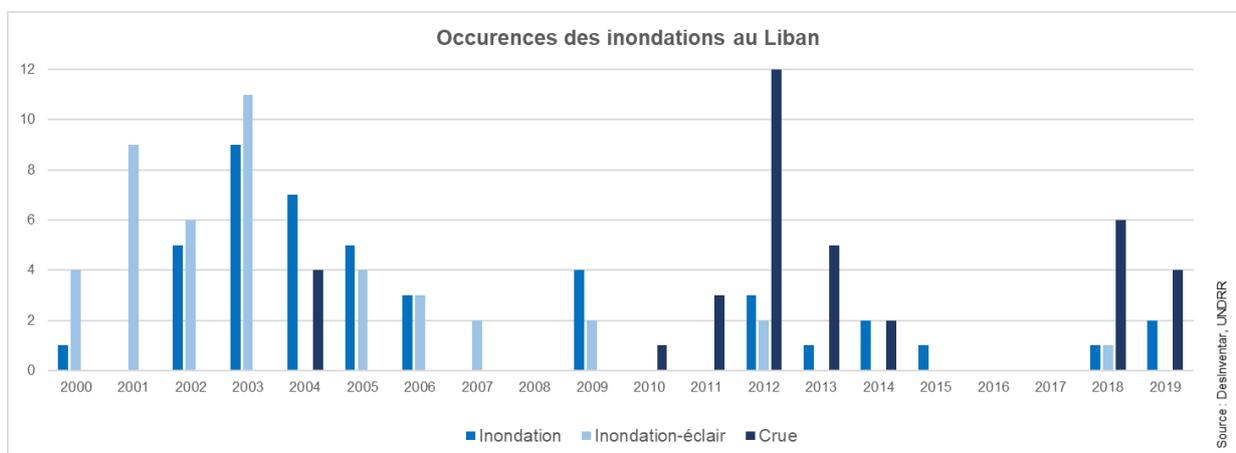


Figure 4 : Inondations au Liban. Source : DesInventar, UNDRR, 2020

¹¹ CNRS-I, 2022; Hazard risk assessment for Ghazayel river, 2022. Flood risk assessment for Lebanon "Rofakaz al Naher project". P80

¹² « Informal tented settlements » en anglais. Les campements informels abritent les réfugiés syriens les plus vulnérables présents au Liban depuis 2011 (plus de détails suivent dans le rapport). Leur taille varie de 2 ou 3 tentes abritant une famille à plusieurs dizaines de tentes abritant des centaines de réfugiés (officiellement appelés personnes déplacées). Cette précision a déjà été donnée dans le corps du texte

¹³ Conseil national de la recherche scientifique au Liban. 2022. "Gestion des risques de catastrophes au Liban - Projet ROFAKA2 AL NAHR : Rapport final" 16.

¹⁴ "Strengthening the resilience of Lebanese and refugee populations through Integrated Flood Risk Management Project" – AFD Technical note, 2019 page ?

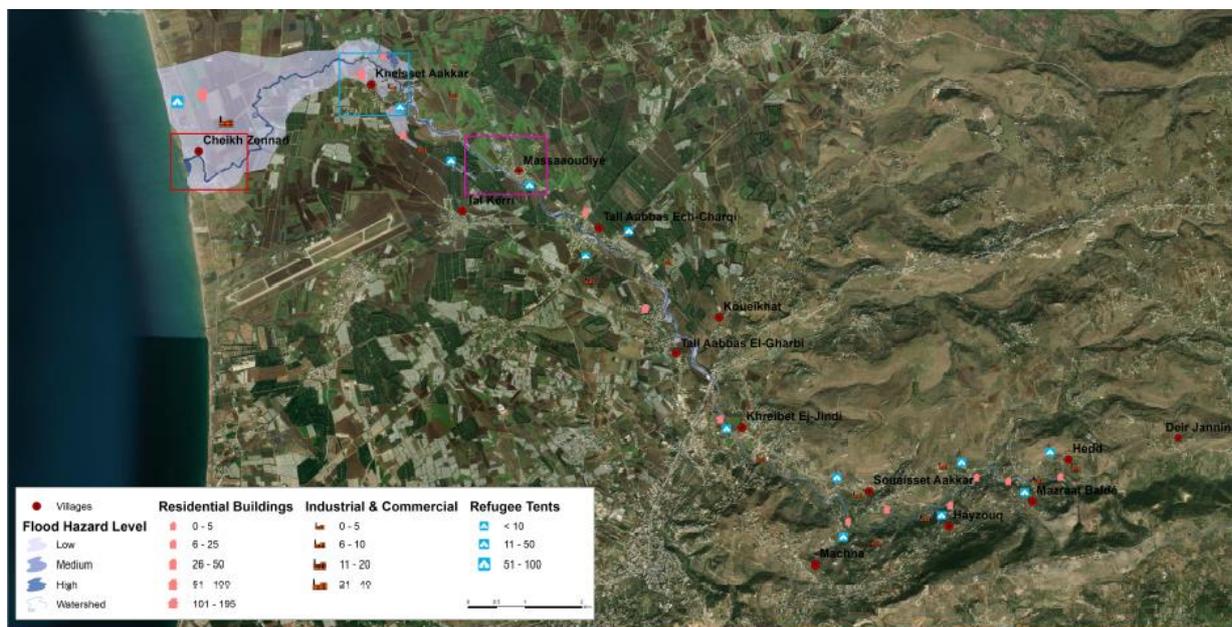


Figure 5 : Carte des risques d'inondation sur des secteurs des fleuves Ghzayel (en haut) et Oustouane (en bas).

Enjeux scientifiques de la recherche

La recherche présentée ici traite des réponses au risque d'inondation dans un contexte de tension sociale important, le long de deux bassins fluviaux au Liban où sont implantées des agglomérations humaines de taille variable. D'un côté, des populations libanaises issues de couches sociales souvent modestes, de l'autre des migrants forcés originaires de Syrie qui occupent des espaces de manière informelle. Trois enjeux peuvent être dégagés.

Premièrement, les risques ne se limitent pas à l'occurrence plus ou moins fréquente d'épisodes d'inondation. Si les inondations se produisent chaque année dans un écosystème déjà dégradé, leur intensité - même aux amplitudes les plus élevées - ne constitue généralement pas une

menace pour les vies humaines. En revanche, la pollution des eaux est perçue comme le risque majeur, aggravé lorsque les cours d'eau sont en crue.

En deuxième lieu, la vulnérabilité des habitants est d'ordre social plus qu'environnemental. Elle se caractérise par des inégalités excessives en termes socio-économiques et d'appartenances politiques ou religieuses. À ces aspects, s'ajoute la nature de l'occupation résidentielle des Syriens, considérée comme illégale du point de vue des pouvoirs publics et illégitime par leurs voisins libanais. La quasi-absence de communication entre ces populations et les tensions latentes qui les caractérisent rendent difficiles les interventions sociales et humanitaires.

Troisième enjeu, la nature des interventions et des médiations à privilégier en matière de prévention des risques, dans un contexte marqué par la faiblesse structurelle des instances publiques ainsi que par la mince légitimité dont bénéficient les ONG.

Disaster risk reduction (DRR) dans les zones à forte vulnérabilité sociale

"if we fail to acknowledge and act on the mounting evidence regarding population composition, migration, inequality, and disaster vulnerability, we will continue to experience disasters with greater regularity and intensity" (Donner & Rodríguez, 2008, p. 1)

Les catastrophes ne sont pas une simple conséquence de l'événement naturel qui les a provoquées : elles sont également le produit d'un environnement socio-économique dans lequel elles s'inscrivent. S'il est fréquent que des personnes en situation économique vulnérable soient contraintes de vivre dans les zones les plus sujettes aux catastrophes et soient donc plus exposées à celles-ci, "il existe de nombreux autres facteurs politiques et économiques moins évidents qui sous-tendent l'impact des risques" (Blaikie et al., 1994, p. 5). Les aspects naturels et sociaux des catastrophes doivent donc être étudiés de manière combinée dans la recherche de la prévention et de la préparation face à leurs conséquences. Les facteurs sociaux qui augmentent la vulnérabilité d'une population aux catastrophes sont en effet nombreux. Il s'agit par exemple de la croissance, de la composition et de la répartition d'une population donnée (Donner & Rodríguez, 2008, p. 2) ou de sa diversité sociale. Les caractéristiques socio-économiques d'un groupe peuvent également l'empêcher de se protéger, de même que des facteurs culturels : il est par exemple évident que la pratique d'une langue commune et l'intensité des interactions constituent des facteurs positifs dans

la mobilisation d'un groupe confronté à un aléa. Inversement, les catastrophes frappent plus durement les groupes les plus démunis : migrants (en particulier illégaux), femmes, enfants.

Le tissu social, la tension ou la cohésion naissante, la préparation, la sensibilisation et peut-être surtout la capacité à prendre des décisions et à réagir sont donc des facteurs qui favorisent la préparation face à une catastrophe. Dans leur étude sur l'analyse de la vulnérabilité aux inondations dans un contexte urbain, les auteurs proposent un ensemble d'indicateurs de l'exposition, de la sensibilité et de la capacité d'adaptation d'une population (Bigi et al., 2021).

Comme le montre la matrice ci-dessous, certains des sous-indicateurs les plus largement acceptés et utilisés par les chercheurs relèvent de la vulnérabilité socio-économique (« sensitivity » en Anglais), l'une des menaces les plus importantes pour une population face à une catastrophe. Patterson et al. (Patterson et al., 2010) suggèrent que « la prise de décision collective lors d'une catastrophe est unique et a de grandes implications pour les individus, les communautés et la société dans son ensemble ». En cherchant à savoir pourquoi les gens réagissent différemment à des faits identiques auxquels ils sont confrontés, les auteurs suggèrent que c'est dans le "risque perçu" par un individu ou par une collectivité que réside la réponse. Il convient également de mettre l'accent sur le pouvoir des connaissances locales et des réseaux informels, ainsi que sur leur rôle dans la réduction des conséquences entraînées par les catastrophes.

Table 2. Matrix containing the most widely used sub-indicators. Sub-indicators contained in the dashed boxes are usually assessed by qualitative research techniques. Exposure sensitivity and adaptive capacity acceptance threshold = 6. CC stands for citation count.

EXPOSURE		SENSITIVITY		ADAPTIVE CAPACITY	
Sub-Indicators	CC	Sub-Indicators	CC	Sub-Indicators	CC
Population density	29	% People with disabilities	14	Preparedness/awareness	13
Inhabitants aged 65 or older	26	Unemployment rate	14	Drainage network/pipelines density	12
Inhabitants aged 0–4/5	22	Building condition (quality/type of the materials)	14	Past experience	11
Inhabitants aged 5–13	14	Education level	12	Warning system	9
Household size	10	% Female	11	Risk insurance	8
Urbanized area, built-up area	8	Households with 1 story above ground level and/or 1 story below ground level	11	Road density	7
Topography (elevation)	8	Age of construction	10	Evacuation routes	6
Green spaces/Urban green coverage	7	Households with 2 or more stories above ground level	9		
		Number of dwellings located at flood prone area	8		

Figure 6 : Matrice des sous-indicateurs utilisés pour mesurer la vulnérabilité. (Bigi et al., 2021)

Les chercheurs sont ainsi devenus plus conscients du lien étroit entre certains facteurs socio-économiques et des catastrophes qui, de ce fait, ne sont jamais proprement « naturelles ».

Deux régions d'étude : Akkar et Bekaa

Les zones géographiques choisies pour cette étude sont parmi les plus vulnérables du pays, du double point de vue environnemental et économique. On y constate une certaine homogénéité religieuse (principalement des musulmans sunnites) mais des divisions sociales sont prononcées. Les

tensions sont donc principalement liées aux différences de catégories sociales, de nationalité, voire de sexe.

Les principales communautés résidant dans les bassins fluviaux sont les suivantes :

1. Les habitants libanais (en majorité des musulmans sunnites, mais aussi des minorités d'autres appartenances religieuses)
2. Les réfugiés syriens (ou les personnes déplacées, comme on les appelle officiellement)
3. Les clans ou communautés "arabes" (Arabes khaliji qui sont arrivés dans la région au début des années 1900 et ont depuis acquis la nationalité libanaise)
4. Les réfugiés palestiniens (troisième voir la quatrième génération de réfugiés depuis 1948)
5. Les habitants arméno-libanais (notamment à Anjar, dans la Bekaa. Les Arméniens sont des chrétiens, pour la grande majorité d'appartenance catholique).

À l'exception d'Anjar qui est composé presque exclusivement d'habitants libano-arméniens, la plupart des personnes vivant autour des deux bassins fluviaux sont des musulmans sunnites¹⁵.

La plupart des migrants occupant les bassins fluviaux sont pauvres et recherchent de l'aide pour subvenir à leurs besoins. Les possibilités de travail sont rares et les salaires sont excessivement bas, en particulier dans le contexte de la crise économique actuelle¹⁶. Les réfugiés syriens vivant dans des campements semblent être les plus démunis. Les possibilités d'améliorer leurs conditions sont limitées, voire inexistantes. L'aide fournie par les organisations internationales est elle aussi restreinte.

La fracture entre les réfugiés syriens, récemment installés dans des campements et les habitants plus anciens (Libanais, réfugiés palestiniens, clans arabes¹⁷), qui partagent des traits communs (niveaux social et éducatif) et n'ont quasiment pas d'interactions avec les nouveaux arrivants. Les populations anciennement implantées partagent un sentiment de ressentiment et de rejet, en particulier parce que les Syriens sont censés recevoir une aide financière en dollars américains¹⁸. Le partage de l'espace résidentiel est subi et encadré par des règles officielles de plus en plus strictes appliquées aux réfugiés, particulièrement les couvre-feux qui limitent leur présence dans l'espace public. This is reflected by the various official and community enforced rules applied to

¹⁵ Les statistiques exactes sur la population ne sont pas disponibles. Une liste détaillée des réfugiés syriens dans les campements est disponible et certaines parties ont été fournies par Solidarité International (chef de file du consortium pour le projet AFD).

¹⁶ À l'heure où nous écrivons ces lignes, 1 USD équivaut à un peu moins de 90 000 livres libanaises, soit une diminution de 1 USD à 1 500 livres libanaises en 2019, en l'espace de 4 ans. Pas clair

¹⁷ Des communautés libanaises d'origines variées (syriennes ou autres), qui ont des organisation familiales souvent tribales (un chef de famille etc)

¹⁸ Les réfugiés syriens reçoivent une aide en dollars US de la part de la communauté internationale. Celle-ci n'est pas versée en espèces mais sous forme de cartes de crédit. Cette aide a été récemment réduite et de nombreux Syriens déclarent ne pas recevoir d'aide régulière, seulement des dons sporadiques de la part des différentes ONG. C'est ce qu'on t'a dit lors de tes enquêtes ?

the presence of Syrian refugees, notably the curfews on the use of public space (in certain places and for certain periods of time, refugees are expected or obliged to stay within their living spaces outside working hours and not use public spaces) (El-Khoury, 2018; EL-Khoury, 2019; Human Rights Watch, 2014).

Méthodes et sources des données

Les données ont été collectées au moyen d'entretiens semi-directifs. Les personnes interrogées ont été sélectionnées en veillant à ce que les divers profils d'habitants de toutes nationalités (Libanaises, Syriennes ou autres) soient représentés ainsi que les sexes et les profils socio-économiques. Sur l'ensemble de l'enquête, 37 entretiens qualitatifs ont été menés (12 femmes et 14 hommes), auxquels s'ajoutent 5 représentants des autorités locales (maires, adjoints, élus) et 4 représentants de la société civile. En outre, plusieurs entretiens et discussions informels ont été menés, ainsi que des parcours commentés avec des habitants et des observations situées dans les deux bassins fluviaux.

Ce travail a été facilité par l'implication des partenaires locaux et internationaux du consortium "Amis de la rivière" Rofaka' al Naher, financé par l'AFD. En particulier, les bénévoles et employés de Solidarités International, de la Croix-Rouge libanaise (CRL) et de la Croix-Rouge française, présents au Liban qui m'ont accompagné sur le terrain lorsque cela était nécessaire. Ces personnes m'ont également permis de créer des contacts avec les associations et les autorités locales.

Résultats de la recherche

En 2021, le projet "Les amis de la rivière" a été lancé par un consortium d'ONG internationales et locales avec l'objectif de "protéger les populations locales, notamment les plus vulnérables, des risques liés aux aléas naturels en finançant la mise en place d'actions de prévention et de réponse aux catastrophes au niveau local et national". Ce projet entendait mettre l'accent sur les risques d'inondation dans les régions du Akkar et de la Bekaa (identifier les risques perçus par les résidents, proposer des mesures de prévention et protection, évaluer la possibilité de réalisation d'activités qui soutiendraient une cohésion sociale entre communautés). La recherche présentée ici a été lancée parallèlement à plusieurs initiatives de sensibilisation des populations, ainsi qu'à une étude géophysique entreprise par le CNRS libanais en vue d'identifier les zones les plus vulnérables.

La pollution des cours d'eau devance les inondations en tant que risque perçu

Les principaux risques cités par les habitants interrogés dans le cadre de cette étude dans les deux vallées sont la pollution, de loin la plus citée au même titre que la sécurité alimentaire, les conditions de logement, la stabilité économique. Les inondations ne perturbent pas la vie quotidienne, même si elles sont contraignantes durant une période limitée de l'année. De ce fait, elles ne sont pas considérées comme un réel danger pour les biens et les personnes.



Figure 7 : Le propriétaire d'un restaurant le long des rivières Oustouane montre les dégâts matériels causés par l'inondation en 2019. Photo DK, 2022.

La pollution des rivières est perceptible sur le terrain. Les riverains vivent avec des odeurs suffocantes, surtout pendant la saison estivale, particulièrement en période d'inondation¹⁹. De plus, la pollution a une incidence sur le risque d'inondation. Dans certaines parties des deux cours d'eau, les déchets solides atteignent jusqu'à deux mètres d'épaisseur, ce qui limite le débit et entrave l'efficacité des systèmes de drainage installés sur les rives. L'eau des deux rivières étant largement utilisée pour l'irrigation agricole, les eaux polluées dégradent la qualité des sols dédiés à l'agriculture en période d'inondation, ce qui constitue une préoccupation récurrente pour la plupart des habitants, même dans les cas où les agriculteurs ne les utilisent pas directement.

Les trois causes de la pollution se situent à trois échelles :

- l'échelle des groupements d'habitants, où manque une sensibilisation efficace en matière de gestion des déchets.
- l'échelle des infrastructures, qui sont défailtantes pour la gestion des déchets, y compris pour les déchets médicaux, qu'on trouve également dans les rivières.
- l'échelle des municipalités en raison d'une absence de gestion locale et nationale des eaux usées. La plupart des villages situés le long des rivières rejettent donc leurs eaux usées directement dans les deux rivières.



¹⁹ Les habitants ont cité, par exemple, le fait de "marcher dans les ordures" et de craindre que "les enfants touchent l'eau".



Figure 8 : Pollution visible dans et sur les berges des rivières Ghzayel et Oustouane. DK, 2022

La pollution augmente les risques liés aux inondations

Les inondations se produisent presque chaque année dans les deux bassins fluviaux avec une intensité très variable (voir la description du CNRS ci-dessus), avec un ou deux épisodes majeurs durant la dernière décennie, selon la plupart des personnes interrogées sur le terrain. L'inondation récente la plus grave s'est produite en 2019. Elle a contraint les personnes vivant à proximité du Ghzayel à déménager ou à s'isoler chez elles pendant des périodes allant de 3 jours²⁰ à 6-8 semaines²¹, en fonction des conditions d'hébergement. Les habitants riverains des deux cours d'eau,

²⁰ Témoignages d'habitants libanais de Knaisset Akkar (Oustouane, Akkar)

²¹ Témoignages de réfugiés syriens vivant dans un camp de tentes à Al Marj (Ghzayel, Bekaa). Ils ont été mis en sûreté par une association locale en attendant que l'eau se retire.

qu'ils soient Libanais ou réfugiés syriens, personne n'a jamais craint pour sa vie pendant les inondations. Les personnes sont plutôt exaspérées par les perturbations que les inondations causent à leurs cultures et à leur vie quotidienne, surtout quand « la pollution » pénètre dans leurs maisons²².
23 Lorsqu'une inondation se produit, même de faible intensité, "les ordures se retrouvent dans la rue et dans nos maisons"²⁴. Plusieurs habitants déclarent avoir trouvé des couches sales dans leur salon suite à un épisode d'inondation. Des réfugiés parlent d'odeurs insupportables, de saleté et de "toutes sortes d'excréments" à l'intérieur de leurs tentes. Une habitante qui réside à proximité immédiate de la rivière Oustouane (Figure 9) indique qu'elle oblige ses enfants à ne jamais entrer en contact avec l'eau. Si l'un d'entre eux n'obéit pas à cette consigne en jouant dehors, elle "le lave au moins deux fois avec du Dettol" ²⁵. Tous les Libanais interrogés ont déclaré connaître quelqu'un (dans leur famille, parmi leurs amis ou leurs voisins, etc.) à qui l'on a diagnostiqué un cancer causé selon eux « par la pollution de la rivière » .



Figure 9 : Une mère résidant dans une maison à Akkar, à proximité directe de la rivière, ne laisse pas ses enfants toucher l'eau.. DK, 2022

La pollution augmente le risque d'inondation

En outre, la pollution aggrave le risque d'inondation. Deux chefs de municipalité avec lesquels je me suis entretenu m'ont expliqué qu'il y avait des zones où les déchets solides atteignaient deux

²² Habitante à Akkar, en proximité directe avec Ousteouane. Entretien DK, 2022

²³ Ces affirmations sont évidemment sujettes à caution. Il m'a été impossible de recueillir des informations fiables sur ce sujet, par exemple en ayant accès aux acteurs clés (hôpital de Zahlé, par exemple).

²⁴ Habitant de Cheikh Zannad, commune située à l'intersection entre Ousouane et la mer, Entretien DK, 2022

²⁵ Rapporté par des habitants libanais de Knaisset Akkar (Oustouane, Akkar). Le Dettol est un détergent puissant contenant de l'eau de Javel.

mètres de profondeur. Dans de nombreux cas, les déchets "bloquent le flux naturel de la rivière", ainsi que les systèmes de drainage existants sur les rives²⁶, censés réduire le risque. Cela signifie que, même de faible intensité, les pluies peuvent provoquer des inondations.

L'eau des deux rivières est utilisée pour l'irrigation

Officiellement, aucun chef de municipalité n'admet que les eaux du Ghzayel et de l'Oustouane servent à l'irrigation, pas plus que les agriculteurs interrogés. Il s'agit pourtant d'une rumeur largement répandue, dont les habitants des deux bassins sont convaincus. Toutefois, les eaux recouvrent de vastes zones agricoles dès qu'une inondation se déclenche, même de faible intensité. Bien qu'il n'ait pas été possible de trouver des références documentées à l'appui de cette affirmation, la plupart des habitants me l'ont rapportée ainsi que des représentants d'organisations locales (CRL, SI). J'ai par ailleurs, vu deux hommes travailler à côté d'une pompe reliée au lit du Ghzayel. Je n'ai pas pu identifier la nature de leur activité et ils ont refusé de répondre à mes questions, mais il paraît vraisemblable de supposer que cette pompe servait à une irrigation agricole (Figure 10). En pratique, si les agriculteurs choisissent d'utiliser de l'eau propre, ils doivent recourir à des systèmes coûteux - ce qui semble "très improbable" aux yeux des habitants interrogés. Cela signifie donc que la pollution des eaux affecte aussi l'alimentation et la santé des populations riveraines.



Figure 10: Prémunie pompe d'irrigation dans la Bekaa, sur la rivière Ghzayel - entretenue par deux individus qui n'ont pas répondu à mes questions et m'ont demandé de partir.. Photo DK, Septembre 2022.

Les « systèmes d'alerte précoce » sont informels, mais considérés comme fiables

Lorsqu'elles existent, les alertes précoces sont informelles. Elles sont aussi lacunaires, ne couvrant pas l'ensemble des populations vulnérables ni l'ensemble des aléas potentiellement dangereux. Lorsque la rivière est en crue (ou "yetla3" (montée) selon la terminologie locale), les

²⁶ Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de dresser la carte des systèmes de drainage existants ou des autorités chargées de leur mise en œuvre, ni de déterminer comment ils sont entretenus, le cas échéant. Intérêt ?

habitants des villages situés à l'amont envoient un message à leurs connaissances résidant en aval pour les avertir²⁷. Bien que l'alerte soit généralement donnée plusieurs heures à l'avance, il est arrivé (il y a 3 ou 4 ans) que les populations résidant autour d'Oustouane n'aient pas été averties suffisamment tôt et que d'importantes pertes de matériel se soient produites.

Les habitants ont mentionné le fait de "savoir quand cela va arriver" parce que "le temps et la rivière donnent un avertissement". Les signes que les habitants recherchent sont les fortes pluies et certaines espèces qui sortent de la rivière avant une inondation (les crabes ont été mentionnés à plusieurs reprises). En fonction de l'intensité des pluies, les personnes qui vivent à proximité immédiate de la rivière prennent des mesures allant de la protection de leur résidence, à l'emballage et au départ pour séjourner chez des parents durant "quelques jours".

Les réfugiés vivant dans des abris à proximité directe de la rivière ont déclaré qu'ils ne prenaient aucune mesure, même lorsqu'ils présument que la rivière va déborder. Ils ont exprimé leur frustration face au fait qu'ils n'ont pas de solutions alternatives : "où irions-nous ?". Par le passé, les ONG²⁸ ont déplacé les réfugiés vers d'autres campements ou abris temporaires et les ont ramenés "lorsque l'eau s'est retirée".

Des vies en parallèles en dépit de la proximité géographique : un effet négatif sur les vulnérabilités

Les portions des deux bassins fluviaux étudiées, dans le Akkar et la Bekaa, abritent des habitants confrontés à des aléas récurrents. Il s'agit de catégories vulnérables de la population libanaise, en particulier depuis la guerre civile qui a débuté en 1975. En outre, des campements informels de réfugiés syriens (sans permis officiels de résidence) se sont installés dans les deux vallées depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011. La taille de ces campements varie de quelques tentes abritant une famille à des centaines de réfugiés.

Chaque campement est dirigé par un "shawish" ou chef local, notamment chargé des relations entre les populations syriennes et les autochtones. Le shawish est la personne avec laquelle le propriétaire libanais du terrain d'accueil échange sur les problèmes ordinaires du campement. Généralement de sexe masculin, le shawish peut percevoir les loyers demandés par le propriétaire,

²⁷ Rivière Oustouane, réseau entre propriétaires de restaurants populaires de la rivière. On te l'a raconté ? Qui ? Comment ?

²⁸ Les réfugiés, ainsi que les autres habitants, désignent souvent les organisations d'aide humanitaire par les termes "omam" (Nations) ou "jamjiyyat" (association) et ne font pas forcément la différence entre ONG locales et ONG internationales.

signaler l'arrivée ou le départ de nouvelles familles, gérer les conflits, etc. Le shawish représente les réfugiés d'une colonie et il constitue souvent l'unique lien avec les Libanais (Figure 12).

Les actions de "cohésion sociale" entre Libanais et Syriens sont mal perçues par les organisations et les autorités travaillant sur le terrain, qui partent du principe que les réfugiés syriens doivent retourner chez eux. En conséquence, tout effort d'intégration est à éviter, puisqu'il pourrait conduire les Syriens à s'installer définitivement. De ce fait, les relations entre Syriens et Libanais sont rares et elles n'interviennent qu'en cas de nécessité, par exemple lorsqu'il s'agit de recruter des Syriens pour les travaux agricoles, ou des Syriennes pour l'aide domestique. Les Syriens ne peuvent refuser ces tâches, même si elles sont mal rémunérées du fait de l'illégalité de leur statut de résident. Du côté libanais, ces populations, modestes et tout aussi vulnérables, sont contraintes de partager leurs espaces de vie, ce qui représente un obstacle à toute action solidaire visant à limiter l'effet des inondations ou à réduire efficacement les pollutions.



Figure 11 : Campements informels (dans les zones de l'étude, les bassins fluviaux) de tentes à proximité de villages libanais dans la Bekaa (en haut) et le Akkar (en bas). Photo DK, 2022.

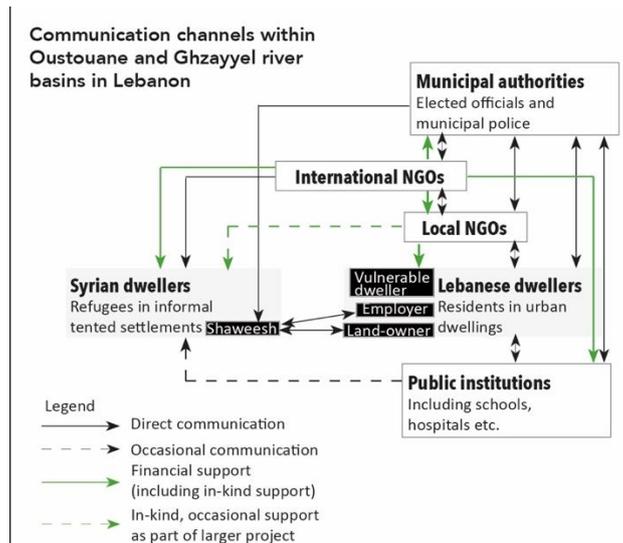


Figure 12 : Communication entre les principaux acteurs et institutions des bassins fluviaux. DK, 2023.

Conclusion

Dans les deux bassins fluviaux du Ousteouane et le Ghzayyel, dans les vallées du Akkar et de la Bekaa, la collaboration entre Libanais et Syriens semble difficile, voire considérée par les habitants eux-mêmes comme impossible. Vivant dans une proximité directe, ces populations mènent des vies séparées et ne communiquent qu'au minimum, sous peine de tensions sociales. Devant faire face à des risques environnementaux communs tels que les inondations ou les pollutions, les vellétés de communication restent cependant limitées. Pourtant, tous identifient la pollution des eaux comme le principal risque auquel ils sont confrontés. Mais les inégalités systémiques entre les deux populations, ainsi qu'à l'intérieur de chacune d'entre elles, ainsi que les infrastructures dégradées et les tensions sociales latentes, constituent un obstacle à toute action commune susceptible de renforcer l'efficacité des mesures de prévention et de protection. Afin d'éviter les tensions, et au regard de cette réalité, les institutions locales et les ONG internationales travaillent séparément avec les Syriens et les Libanais, ce qui accroît encore le fossé.

D'autres études doivent donc être entreprises pour comprendre les problèmes systémiques qui bloquent les collaborations. Cette recherche étant limitée dans le temps, il n'a pas été permis d'approfondir les facteurs sous-jacents (politiques, par exemple). L'étude des relations internationales historiques entre les pays, ainsi qu'une enquête plus approfondie sur les relations entre les populations, sont nécessaires pour mieux comprendre la situation et tenter de surmonter les blocages.

La recherche montre toutefois que les efforts déployés localement ne s'attaquent pas prioritairement aux risques perçus par les populations locales. Les efforts internationaux pourraient être mieux orientés vers les besoins locaux et les risques au regard de la perception des populations. Il est essentiel de comprendre ces phénomènes pour élaborer des propositions d'intervention plus pertinente et orienter l'allocation des fonds internationaux en ce sens.

En contextes de pauvreté et de fortes tensions sociales, il est essentiel que les bailleurs de fonds internationaux recueillent préalablement les avis des communautés locales sur leurs besoins concrets, directement sur le terrain. Si les efforts humanitaires ne peuvent se substituer à l'action des collectivités publiques, la lutte contre les inégalités et le renforcement des solidarités représentent des conditions indispensables pour améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables, quelles que soient leurs origines.

Remerciements

Je remercie les habitants des villages et campements voisins des fleuves Ghzayel et Oustouane pour l'aide et les informations qu'ils m'ont apportées. Je suis en outre reconnaissante à Nicolas Bautès, Pierre Bergel, Alain Daou et Camille Raillon pour leur relecture attentive et leurs suggestions pertinentes.

Bibliographie

- admin. (2013, octobre 28). *Understanding racism against Syrian refugees in Lebanon* [Text]. Civil Society Knowledge Centre. <http://cskc.daleel-madani.org/paper/understanding-racism-against-syrian-refugees-lebanon>
- Avenel, C. (2005). *La mixité dans la ville et dans les grands ensembles*. 11.
- Bigi, V., Comino, E., Fontana, M., Pezzoli, A., & Rosso, M. (2021). Flood Vulnerability Analysis in Urban Context : A Socioeconomic Sub-Indicators Overview. *Climate*, 9(1). <https://doi.org/10.3390/cli9010012>
- Blaikie, P., Cannon, T., Davies, I., & Wisner, B. (1994). *At Risk : Natural Hazards, People's Vulnerability, and Disasters*.
- Chamboredon, J.-C., & Lemaire, M. (1970). Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue française de sociologie*, 11(1), 3-33. <https://doi.org/10.2307/3320131>
- Chamie, J. (1980). Religious Groups In Lebanon : A Descriptive Investigation. *International Journal of Middle East Studies*, 11(02), 175-187. <https://doi.org/10.1017/S0020743800054374>
- Conflict in Cities. (2007). *Tripoli city profile*. <http://www.conflictincities.org/Tripoli.html>
- Donner, W., & Rodriguez, H. (2008). Population Composition, Migration and Inequality : The Influence of Demographic Changes on Disaster Risk and Vulnerability. *Social Forces*, 87(2), 1089-1114. <https://doi.org/10.1353/sof.0.0141>
- El-Khoury, D. (2018). My life in transit, Abu Nidal's Dwelling in Beirut. In M. Fawaz, A. Gharbieh, D. Salamé, & M. Harb (Éds.), *Refugees as City-Makers* (p. 99-103). American University of Beirut. http://www.aub.edu.lb/ifi/Documents/publications/research_reports/2018-2019/20180910_refugees_as_city_makers.pdf#search=refugees%20as%20city-makers
- EL-Khoury, D. (2019). *Negotiating space : Cities in Lebanon and the challenge of the Syrian refugee influx (2011-2018) The cases of Tebbeneh, el-Nab'a, and the Bourj el-Barajneh Palestinian refugee camp* [Doctoral Dissertation - Social Geography]. Université de Caen.
- Fawaz, M. (2017). Urban Policy : A Missing Government Framework. *LCPS*. <https://www.lcps-lebanon.org/featuredArticle.php?id=116>
- Frelick, B., Khawaja, B., Fakih, L., & Van Esveld, B. (2018). *Our Homes are not for Strangers* (Mass Evictions of Syrian Refugees by Lebanese Municipalities, p. 63). https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/lebanon0418_web.pdf
- Gebran, G. K. (1923). *Ālbdā' ' wālṭrā' f* (2013^e éd.). Hindawi Foundation for Education and Culture. <https://www.hindawi.org/books/40604174/>
- Governorate Profile—Bekaa*. (s. d.). UNHCR Operational Data Portal (ODP). Consulté 7 novembre 2021, à l'adresse <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/72400>
- Harb, C. (2010). *Describing the Lebanese Youth : A National and Psycho-Social Survey* (Youth in the Arab World, p. 19) [Working Paper]. The Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs, AUB United Nations Children's Fund (UNICEF). http://website.aub.edu.lb/ifi/public_policy/arab_youth/Documents/working_paper_series/ifi_wps03_ay_Harb.pdf
- Human Rights Watch. (2014). *Lebanon : At Least 45 Local Curfews Imposed on Syrian Refugees*. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/news/2014/10/03/lebanon-least-45-local-curfews-imposed-syrian-refugees>

- Kanso, H. (2017, mai 9). « We were in the street »—Syrian refugees in Lebanon struggle after eviction [News Reporting]. *Thomas Reuters Foundation News*.
<http://news.trust.org/item/20170509110755-58qmp/>
- Khalidi, W. (1983). *Conflict and violence in Lebanon : Confrontation in the Middle East*. Center for International Affairs, Harvard University.
- Patterson, O., Weil, F., & Patel, K. (2010). The Role of Community in Disaster Response : Conceptual Models. *Population Research and Policy Review*, 29(2), 127-141.
<https://doi.org/10.1007/s11113-009-9133-x>
- Première Urgence. (2018, novembre 22). Syrian refugees facing a precarious existence in Lebanon [Humanitarian reporting]. *Première Urgence Internationale*.
<https://www.premiere-urgence.org/en/syrian-refugees-facing-a-precarious-existence-in-lebanon/>
- UNHCR. (s. d.-a). Lebanon : Hosting 1 million Syrian refugees. *UNHCR*.
<http://www.unhcr.org/lebanon1m/>
- UNHCR. (s. d.-b). Syria regional refugee response : Inter-agency information sharing portal. *UNHCR*. <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=122>
- UNHCR. (1951). *Convention and Protocol in relation to the status of Refugees* [Convention].
 UNHCR. <http://www.unhcr.org/3b66c2aa10>

Liste des figures

Figure 1: Le fleuve Oustouane, asséché et pollué, peine à rejoindre la mer Méditerranée – DK, 2022	5
Figure 2 : Répartition géographique des quartiers informels au Liban. Source : Rapport du HCR "In Focus : Informal Settlements" : Rapport du HCR "In Focus : Informal Settlements" Date : Juin 2017	10
Figure 3 : Exemple d'un Informal tented settlement (ITS) à proximité de Jeb Jennine (8,000 residents) - Bekaa valley. Photo DK, 2015.....	11
Figure 4 : Inondations au Liban. Source : DesInventar, UNDRR, 2020	12
Figure 5 : Carte des risques d'inondation sur des secteurs des fleuves Ghzayel (en haut) et Oustouane (en bas).	12
Figure 6 : Matrice des sous-indicateurs utilisés pour mesurer la vulnérabilité. (Bigi et al., 2021).....	15
Figure 7 : Le propriétaire d'un restaurant le long des rivières Oustouane montre les dégâts matériels causés par l'inondation en 2019. Photo DK, 2022.....	19
Figure 8 : Pollution visible dans et sur les berges des rivières Ghzayel et Oustouane. DK, 2022.....	21
Figure 9 : Une mère résidant dans une maison à Akkar, à proximité directe de la rivière, ne laisse pas ses enfants toucher l'eau.. DK, 2022.....	22
Figure 10: Présumée pompe d'irrigation dans la Bekaa, sur la rivière Ghzayel - entretenue par deux individus qui n'ont pas répondu à mes questions et m'ont demandé de partir.. Photo DK, Septembre 2022.....	23
Figure 11 : Campements informels (dans les zones de l'étude, les bassins fluviaux) de tentes à proximité directe de villages libanais dans la Bekaa (en haut) et le Akkar (en bas). Photo DK, 2022.	25
Figure 12 : Communication entre les principaux acteurs et institutions des bassins fluviaux. DK, 2023.	26

Table des matières

INTRODUCTION	4
DEUX VALLEES AU LIBAN : APERÇU DE LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE	5
Coexistence difficile de différentes communautés au Liban	6
Des éléments de fragmentation : religion, nationalité, guerre, classe sociale.	7
Les Syriens au Liban	8
Les campements informels	9
ROFAKA2 AL NAHER –REDUIRE LES RISQUES LIES AUX INONDATIONS	12
Enjeux scientifiques de la recherche	13
<i>Disaster risk reduction</i> (DRR) dans les zones à forte vulnérabilité sociale	14
Deux régions d'étude: Akkar et Bekaa	16
Méthodes et sources des données	18
RESULTATS DE LA RECHERCHE	19
La pollution des cours d'eau devance les inondations en tant que risque perçu	19
La pollution augmente le risque d'inondation	22
L'eau des deux rivières est utilisée pour l'irrigation	23
Les « systèmes d'alerte précoce » sont informels mais considérés comme fiables.	23
Des vies en parallèles en dépit de la proximité géographique : un effet négatif sur les vulnérabilités	24
CONCLUSION	27
REMERCIEMENTS	27
BIBLIOGRAPHIE	29
LISTE DES FIGURES	31
TABLE DES MATIERES	32